

Un Pôle Public Nationalisé de l'Énergie décarbonée



UN PÔLE PUBLIC NATIONALISÉ DE L'ÉNERGIE DÉCARBONÉE

sommaire



SIÈGE :

60 rue Vergniaud

75013 Paris

01 44 16 86 20

www.fnem-fo.org

secteur.communication@fnem-fo.org

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION
Alain ANDRE

RÉDACTION
Secrétariat général

PHOTOS
Médiathèque FO Énergie et Mines
Adobe stock

CONCEPTION GRAPHIQUE
Compedit Beauregard
ZI Beauregard – BP 39
61600 La Ferté-Macé
02 33 37 08 33

RÉALISATION
Secteur Communication

DATE DE PUBLICATION
16 novembre 2022



P.03 Introduction

P.05 États de lieux -
Bilan des trois décennies
en matière d'organisation
de l'Énergie en France/Europe

P.10 Enjeux : Le retour à la raison

P.13 Quelles réponses, quel projet ?

P.15 Annexe —
Panorama de la production
d'énergie en France

Introduction

Ces derniers mois ont mis au grand jour toute l'inefficacité et le danger du système énergétique global voulu par la Commission européenne et validé par les différents gouvernements français depuis ces quarante dernières années.

FO Énergie estime prioritaire et urgent un changement de stratégie sur la question de l'énergie.

D'une part, il faut répondre aux besoins de la révolution énergétique pour des raisons environnementales de manière pragmatique et d'autre part, permettre à la France d'assurer son intégrité, son indépendance, et garantir à tous les Français le pacte républicain sur la question de l'énergie.

C'est donc un plan majeur public qui doit être mis en œuvre pour développer un nouveau modèle énergétique français en évitant de laisser la place à la spéculation et à la captation des ressources via des subventions publiques mal ciblées.

C'est dans ce cadre que FO Énergie revendique une refondation de la filière française de l'énergie et la création d'un Pôle Public nationalisé de l'Énergie décarbonée.

Malmenée depuis plusieurs décennies, cette filière a besoin de retrouver le rôle et les missions qui lui ont été confiées par la Nation avec la loi de 1946.

Le contexte actuel rappelle la nécessité essentielle que la Nation puisse garantir son indépendance énergétique, en maintenant une efficacité économique de haut niveau indispensable pour conserver une cohésion républicaine. Il en va de l'enjeu de souveraineté économique et du désir de réindustrialisation du pays.

La fiabilité de ses ressources, à travers un mix électrique décarboné, doit être le marqueur de cette indépendance énergétique.

Il est nécessaire que la chaîne de valeur de la fourniture de matières premières, à la distribution, respecte des conditions sociales justes, respectant la dignité et la santé des personnels de ce secteur.

Le tout pour que chaque citoyen puisse bénéficier de la sécurité d'approvisionnement d'une énergie décarbonée, à un prix du kWh raisonné et équivalent pour tous. Et ainsi continuer notre trajectoire de baisse du CO₂, garante d'une planète vivable pour les générations futures.



Mais pour cela, la politique énergétique a besoin d'être transformée en profondeur.

Elle ne peut plus se permettre de jouer sur l'échiquier mondial d'un marché sans règles de base et ne prenant pas en considération la particularité énergétique de chaque territoire.

Ainsi, plusieurs dimensions systémiques sont à invoquer sur le domaine :

- **Sociale**, avec le droit à l'énergie pour tous et à un coût accessible et raisonnable.
- **Géopolitique**, car il est question de la souveraineté énergétique de chaque pays européen.
- **Écologique**, avec l'impérieuse nécessité de décarboner l'énergie afin de lutter contre le réchauffement climatique.

Face à la crise que nous traversons, aujourd'hui beaucoup sont ceux qui admettent le besoin de réformer le marché. Mais, là où il y a de véritables points d'achoppement, c'est dans la capacité à aller jusqu'au bout du processus de réforme. C'est-à-dire de changer totalement le logiciel libéral dans lequel notre secteur s'est inscrit depuis plusieurs décennies. Ce dernier a eu la faculté néfaste de générer des pertes d'emplois, d'attractivité de la filière et de faire monter la précarité avec des coûts toujours plus élevés.

C'est pourquoi un état des lieux préalable est nécessaire.



États de lieux - Bilan des trois décennies en matière d'organisation de l'Énergie en France/Europe

En matière de bilan, nos gouvernants sont très pudiques. Malgré nos interpellations, notre insistance pour demander un support précis, chiffré sur l'efficacité supposée de la concurrence et de l'ouverture du marché, nous rencontrons un mur de silence. Ce bilan contradictoire serait pourtant bien utile pour établir une feuille de route avec des bases communes et factuelles.

La situation chaotique que nous rencontrons est-elle du simple fait de la guerre en Ukraine, comme rétorquée ou est-elle plus structurelle ? Il est difficile, pour nos gouvernants, d'admettre l'échec des politiques de marché, la mise en difficulté de nos entreprises, l'inefficacité au regard du service à rendre à la Nation sans perdre la face. Donc, mieux vaut invoquer l'aspect conjoncturel que nous traversons plutôt que de s'attaquer à la racine du problème...



La crise énergétique est tellement démesurée avec **un prix du kWh de plus de 1000 € cet été sur le marché de gros contre 85 € en 2021** que nos gouvernants sont enfin obligés de bouger les lignes. Quant à réellement désirer réformer le marché libéralisé de l'électricité, c'est une autre histoire. Il est encore question de recourir au mécanisme de l'Arenh jusqu'à son terme en 2025 et la fermeture promulguée dans la loi PPE sur la fermeture de 12 réacteurs nucléaires est toujours active.

Au demeurant, les mesures pansements annoncées comme les chèques énergies et boucliers tarifaires ne suffiront pas à endiguer un problème bel et bien structurel. Le gouvernement a d'ailleurs indiqué qu'en 2023 les factures augmenteront de 15 %. Pour ceux qui ne bénéficient pas de mécanismes de soutien, comme les PME/PMI (contrats de plus de 36 kVA), les factures d'énergie sont déjà multipliées par 5.

Le préalable serait d'admettre que l'ouverture du marché est un échec, mais encore une fois sur ce point il semble bien difficile aux gouvernants de ces 40 dernières années de reconnaître leurs erreurs.

Pourtant, il est assez aisé de réaliser un bilan simplifié et assez clair, et FO Énergie l'a réalisé. Pour comprendre le mécanisme infernal dans lequel nous sommes embourbés, il est bon de rappeler certains faits :

- Le marché s'est créé dans un cadre idéologique ultra libéral par l'acte unique européen en 1986.
- Depuis 1997, 4 directives européennes opèrent sur le gaz et l'électricité sans réaliser le bilan.

- En termes de sécurité des approvisionnements, nous sommes entrés dans une zone de danger, car :
 - **Près de 70 % du gaz consommé en Europe est importé** et n'a pas suffisamment assuré ses arrières. À noter que la France en ce domaine s'en sort mieux et nous pouvons à cet égard remercier les salariés de Storengy et leur sens du service public en ayant largement alerté sur ce problème il y a quelques années.
 - **L'Europe a supprimé le monopole d'importation que certains pays avaient** prévu à l'instar de l'ex-Gaz de France qui a été sacrifiée pour défendre Suez et pour finalement revendre Suez à son concurrent Véolia. En parallèle, Gazprom (Russie) ou Sonatrach (Algérie) sont demeurés des monopoles...
 - **L'Europe a même fragilisé les contrats long terme** au motif d'entrave à la concurrence alors qu'ils garantissaient un prix du kWh gaz sur plusieurs années.
 - Nous avons même frôlé la catastrophe avec les alternatifs qui mettaient la pression pour **ne pas contribuer à la sécurité d'approvisionnement**.
 - Les alternatifs ont réussi à faire **abolir le TRV gaz pour 2023**, au motif de la concurrence. Ce qui impose aux clients d'être livrés à la loi du marché irrationnel, car déconnecté du coût de production.
 - Il a été **imposé au monopole français EDF de se séparer de ses activités concurrentielles de celles monopolistiques**. Il s'agit là des prémices d'Hercule, la grande réforme, qui aura la tâche de désoptimiser davantage ce qui reste du service public de l'énergie. On va laver plus blanc que blanc alors que l'Europe ne le demande même pas...
 - Les gros industriels ont égratigné l'Europe en 2005 en poussant l'État à mettre en œuvre le **TARTAM** pour les protéger des trop fortes hausses. Ils étaient pourtant les grands défenseurs de la concurrence. Ce qui a généré la **loi NOME** en 2010 sous la pression de l'Europe.
 - Cette loi Nome **oblige depuis EDF à céder l'électricité produite à partir du parc nucléaire historique à ses concurrents**. Ces derniers n'ayant pas l'obligation de produire d'énergie et pratiquant le dumping social en n'intégrant pas leurs salariés au statut des IEG.
 - En 2015, nous assistons ainsi à la **fin programmée des tarifs « jaunes »** et « verts » (tarifs clients professionnels) et à la **mise en place de l'ARENH** (Accès au nucléaire Historique d'EDF). Depuis, les alternatifs, qui ne produisent pour la plupart aucune énergie, accèdent à la production nucléaire d'EDF à un prix régulé de 42 € le MWh. Sachant qu'en moyenne, le parc nucléaire produit entre 330-350 TWh/an, le plafond maximum

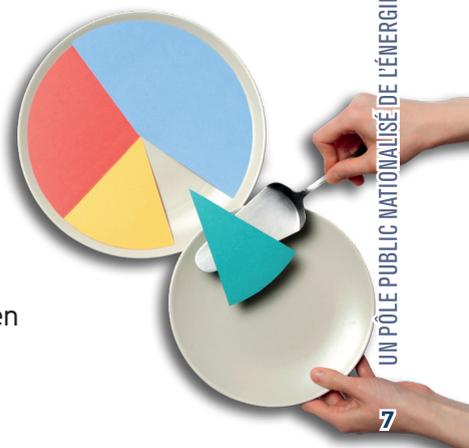
vers les alternatifs est passé de 100 TWh, à 150 TWh puis 120 TWh, en 2022, au gré de la volonté de l'État. Sachant également que le prix de 42 € est resté fixe pendant près de 10 ans et se situe en dessous du coût de production et donc qu'EDF vend à perte de l'électricité à ses concurrents... En définitive, il s'agit d'un transfert en capital du secteur public vers le secteur privé.

Nous assistons à l'accumulation au fil des années d'**une liste à la Prévert d'aberrations ne servant plus du tout le bien public.**

L'énergie n'a fait qu'augmenter et va devenir désormais plus rare. **La « fin de l'abondance » a en réalité été orchestrée** par les faits précédemment cités.

Face à tous ces empilements de décisions poursuivant toujours le même objectif de libéralisation totale du marché, les conséquences néfastes pour les citoyens et les salariés du secteur sont nombreuses :

- La soumission des factures d'énergie à la **volatilité des prix par la tarification dynamique.**
- En juillet 2023, les clients encore au **TRV gaz** ou souhaitant le rejoindre ne pourront plus le faire, donc : plus de bouclier tarifaire possible sur cette énergie !
- Des alternatifs qui ont joué avec le prix de l'Arenh en achetant ou en boudant le volume d'achat au gré du marché et qui aujourd'hui poussent leurs clients vers l'**opérateur historique, seul garant du TRV d'électricité.**
- Le **TRV qui a pris du plomb dans l'aile**, car il n'est plus fixé par rapport au coût de production, mais inclut le coût de l'approvisionnement sur les marchés de gros de l'électricité dans sa structure. L'objectif étant de représenter les coûts théoriques des fournisseurs alternatifs, de favoriser la contestabilité des TRV, et donc d'être compétitif. Ce tarif était le dernier rempart pour protéger les consommateurs des fluctuations boursières.
- Un marché qui peut devenir **fou et déconnecté totalement de la production.** À titre d'exemple : de 50 €/MWh en début d'année 2021, le prix de gros est passé à 222 €/MWh en décembre 2021. Au cours de l'été 2022, il a pu monter jusqu'à 1000 €. Pour décembre 2022, le MGW d'électricité s'échange déjà à plus de 1600 € !
- **L'Arenh est déjà en soi un échec à la concurrence.** En effet, aucun fournisseur alternatif ne s'en est servi pour investir dans de nouveaux moyens de production. Il a juste servi à affaiblir le seul producteur d'énergie nucléaire en France en bradant son prix.



- **La fragilisation des contrats long terme** a généré le mécanisme de spéculation. Pour exemple nous avons Gazprom qui ouvre et ferme le robinet à son gré.
- **Une fuite en avant sur le tout ENR pour répondre au modèle allemand** sans se préoccuper des scopes 3 et 4, du phénomène de terres rares, des conditions sociales d'exploitation des filières (ex. : fabrication des PV en Chine dans la région des Ouïghours).
- **Une Europe très vulnérable aux coûts mondiaux.** En effet, lorsque les producteurs nationaux d'électricité font des offres, la source d'énergie la moins chère est achetée (nucléaire) en premier jusqu'à ce que la demande soit satisfaite. Mais le prix du dernier producteur est celui auquel tout le monde se retrouve (énergies fossiles dont une grande partie est importée).

Plus largement, **les textes européens percutent des principes démocratiques essentiels**, comme l'accès et la continuité de service de ce bien de première nécessité et celui d'un tarif autrefois péréqué. Finalement, la marchandisation ne sert qu'à créer massivement des précaires énergétiques, de la désindustrialisation et donc des pertes d'emplois.

Tout ceci provoque un frein majeur à l'atteinte de nos objectifs climatiques. En effet, en fragilisant nos grands opérateurs nationaux pour la concurrence, nous avons désoptimisé notre modèle et perdu des capitaux précieux pour la transition énergétique.

Forts de ces constats, certains pays ont pris des mesures importantes à l'instar de l'Espagne et du Portugal **forçant au passage la main à l'Europe** et servant d'exemple pour nous autres. Ces derniers ont réussi à conserver des prix 3 fois inférieurs aux nôtres et à la plupart des Européens. Grâce à la «dérogação ibérique», ils ont pu décrocher du système tarifaire européen durant l'été dernier.

Comment ? **En n'étant plus soumis au principe de coût marginal. Ce qui est une aberration pour eux comme pour nous**, car ils ont un mix essentiellement ENR, et nous nucléaire (voir annexe)... Nous assistons là à un vrai clivage énergétique du fait de règles ne bénéficiant qu'à certains pays au détriment d'autres. Car comme les pays du sud, nous n'avons pas fait le même choix que l'Allemagne dans notre mix énergétique. Pourtant c'est son modèle que l'on impose à tous.

Il n'est pour autant, pas question de se passer des interconnexions transfrontalières essentielles pour tous avec près de 45 TWh de solde d'échanges physiques d'électricité en moyenne sur une année. Mais il est question de supprimer et modifier certaines règles notamment en termes de politique tarifaire.



Face à la panique actuelle, chacun y va de ses propositions. L'Europe réfléchit à des mesures d'urgence toujours aussi ahurissantes dans sa lutte permanente pour satisfaire les plus libéraux et de l'autre des citoyens qui grognent de plus en plus, comme :

- Capter les prix spots à 4000 €/MWh.
- Faire de nouvelles offres tarifaires, promotions, chèques énergies, prix modulés.
- Plafonner les revenus des électriciens à 180 €/MWh – une sorte de nouvel Arenh en somme...
- Mettre en place une solution «goupon» consistant à réaliser des achats groupés afin d'obtenir de meilleures conditions commerciales...

Ces mesures d'urgence en cours de discussion impliquent des mesures provisoires et non curatives avec toujours le même logiciel libéral. Il est ainsi question de ne pas changer d'idéologie, mais juste de croiser les doigts pour que la crise s'arrête avec un retour aux règles de la concurrence à tout prix pour seul salut. En attendant, on calme les esprits à coût de chèques et de boucliers tarifaires.



Pendant ce temps-là, en France, il est question de garder toujours le même logiciel malgré toutes ces décisions aberrantes avec une réforme rebaptisée «grand EDF» sous forme d'un Hercule Bis. C'est-à-dire, sous la forme d'un démantèlement et donc d'un affaiblissement structurel du groupe, car il s'agit de la fin de la synergie de la chaîne de valeur.

C'est bel et bien l'objectif non avoué du gouvernement dans sa note confidentielle du 27 juin 2022 et mis en lumière par M. le Député Philippe BRUN lors de son enquête à Bercy : **«engager une filialisation de tout ou partie des activités du groupe liées à la transition énergétique»**. Les 4 scénarii fixés passent par le démantèlement avec près de 30 % de cession des actifs du groupe ! Et tout cela, pour quelle raison d'être sur ce qui restera d'EDF ? Est-ce en démembrant un grand groupe que l'on va reconquérir notre souveraineté énergétique ? Est-ce en privatisant les barrages hydrauliques, première ENR en France, que l'on va soutenir notre trajectoire de baisse du CO₂ ? Est-ce ainsi que l'on va réindustrialiser le pays avec un prix du kWh attractif ?

Car à ce jour, nous ne connaissons toujours pas le plan d'affaire issu de l'OPAS initié par l'État sur EDF. Il faut instamment rappeler qu'à ce jour, la fermeture de 12 réacteurs nucléaires est toujours inscrite dans la loi PPE 2019-2028, et ce malgré le discours de Belfort annonçant le renouveau du nucléaire en France avec la construction de 6 EPR. Naviguons-nous toujours à vue malgré les risques évidents de black-out ? Devrons-nous nous résoudre à vivre dans la sobriété énergétique permanente ?

Enjeux : Le retour à la raison

Contrairement à certaines réécritures de l'histoire, l'inflation des prix de l'énergie n'a pas commencé avec la guerre en Ukraine, mais bien avant avec la reprise économique en Asie post Covid (dépendant à 80 % des énergies fossiles) et au manque de vent sur la plaque ouest européenne réduisant la production issue de l'éolien terrestre.

Et ces faits datent de l'été 2021. Car l'Europe, tout comme le monde entier, est dépendante du marché asiatique. Cette crise majeure est bel et bien le fruit de politiques délictueuses fragilisant nos démocraties.

Face à ces constats, nous demandons la fin de cette pseudo-concurrence réglementée par des rustines qui complexifie notre rapport à l'énergie. **Le retour à la réalité du coût réel de production d'énergie est une nécessité salvatrice à la fois pour les citoyens et pour une réindustrialisation pourvoyeuse d'emplois pérennes.**

Pour ce faire, une vraie renationalisation de l'énergie est indispensable, car on ne peut continuer à soumettre ce secteur à des directives européennes et des décisions étatiques absurdes. Mais également en raison des missions que ce bien de première nécessité doit rendre à ses citoyens et à la Nation.

Le service public de l'énergie doit faire peau neuve a minima pour ce principe d'équité de traitement et de bien essentiel.

Mais il ne s'agit pas de renationaliser de grandes entreprises en faillite comme en Allemagne avec Uniper et un EDF que l'on envoie dans le mur.

FO Énergie porte un projet plus large à planifier sur le long terme. Il s'agit de reconstruire toute une filière et de former de nouvelles compétences.

Renationaliser, c'est aussi préserver des outils de production majeurs pour la décarbonation en réponse à la crise climatique. Ces derniers mois de sécheresse nous ont retraduit l'urgence d'accélérer le mouvement avec près de 10 à 15 ans d'avance sur les prévisions du GIEC!



Pour ces raisons, il est essentiel de :

- Défendre le climat en fixant des objectifs en matière de réduction des émissions CO₂, sans privilégier une énergie plutôt qu'une autre. Et qu'ainsi, la taxonomie européenne s'axe sur les énergies n'émettant pas ou très peu de CO₂, plutôt que de faire le choix dogmatique d'une énergie au détriment d'une autre.
- Soutenir tous les nouveaux usages allant de la borne électrique au couplage ENR/SMR.
- D'assurer un avenir à la filière gazière et à ses 180 000 salariés et de soutenir les activités de gaz renouvelable,
- Soutenir la filière hydrogène complémentaire aux moyens de production électriques.
- Soutenir l'hydraulique, première ENR avec près de 60 TWh de production. Elle se positionne parmi les premières en Europe d'où sa convoitise...
- Soutenir les énergies pilotables et arrêter de jouer avec l'avenir de son personnel notamment lorsque nous avons tant besoin de les remettre en route comme à Cordemais ou Saint-Avold, faute de vision à long terme.
- Revenir à des mécanismes renforçant le service public et de coopération entre les entreprises et non de mécanisme de marché.
- Refuser que l'Europe impose des règles sur le mix électrique de chaque pays, d'ailleurs contraire à l'article 194-2 du traité de l'Union européenne.

En matière d'énergie, il est manifeste que nous devons avoir une vision commune à plusieurs étages.

Une au niveau du réseau transfrontalier assurant l'approvisionnement de chaque pays. Et une autre, indépendante à chaque nation ayant un mix énergétique différent. Ces derniers devant aboutir à un objectif commun de trajectoire décarbonée. Les choix en matière de moyens de production doivent s'arrêter au niveau de chaque État, tout comme le traitement réservé auprès de leurs salariés.

C'est une approche rationnelle dans un monde que nous espérons plus pragmatique à l'avenir.



On ne réindustrialise pas une région du monde sans énergie et en maltraitant ses salariés. Ces derniers ont besoin de retrouver sens dans leur mission et le service public est une belle idée à défendre avec force et détermination.

Aussi, il est nécessaire de planifier pour rendre la filière lisible, crédible et financièrement viable dans sa transition des énergies et des métiers ainsi qu'au sein de l'existant qui a su faire largement ses preuves.

Il faut un pôle public de l'énergie garant de :

- L'indépendance énergétique.
- La sécurité d'approvisionnement.
- L'égalité de traitement : TRV/péréquation tarifaire.
- L'obligation de desserte.
- La compétitivité industrielle.
- De Grands Investissements : Planification-financement à long terme que seule une nation peut garantir et non un marché boursier.

Tout cela en assurant le financement de la transition énergétique.

Quel choc pour les populations si ces différents préceptes n'existaient plus ?

Car nous sommes à la fois face à un problème économique, mais également sociétal où chaque individu a jusqu'à présent eu droit à l'accès à l'énergie dans les mêmes conditions physiques et tarifaires. Mais **la montée de la précarité à renfort de pseudo-concurrence qui n'a fait qu'augmenter les prix ne permettra bientôt plus à un nombre grandissant de personnes de se chauffer, de s'éclairer et donc de vivre dignement.**

Sans compter la perte de repère du personnel, voire son angoisse face à chaque mauvaise décision alors que son leitmotiv est toujours de remplir sa mission de service public. L'application du Statut des IEG n'est, pour finir, qu'un juste retour des choses face à son dévouement. Comme les moyens de production, les salariés ne devraient pas non plus être en concurrence générant dumping et désoptimisation des structures. La synergie est au contraire l'objectif à rechercher. Il faut ainsi étendre toutes ces garanties sociales.

Quelles réponses, quel projet ?

Il est temps de placer le débat sous le contrôle de la représentation nationale et de toutes ses composantes démocratiques sur ce sujet crucial.

Il est temps que nos parlementaires aient le courage d'aller jusqu'au bout du processus avec un objectif clair, cohérent et partagé du secteur de l'énergie.

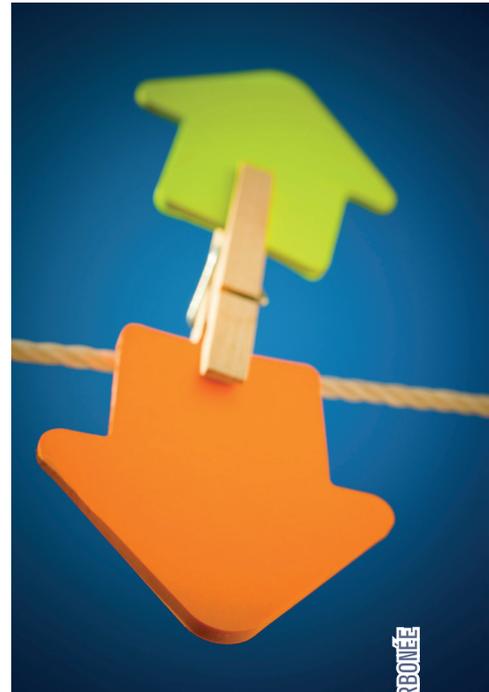
Il est temps de **mettre fin à des deals devant contenter l'économie du plus fort au profit d'un sens rationnel devant servir la Nation**. Et ainsi mettre fin à la poursuite d'objectifs contradictoires.

Un bilan contradictoire doit être réalisé, partagé et connu de tous !

Les citoyens et les salariés du secteur méritent bien ça. Afin de redonner de la confiance, du sens et de l'attractivité, des garanties doivent être données. Les salariés demandent de la visibilité sur leurs métiers afin de se former et de répondre aux nouveaux besoins que nécessite cette transition énergétique.

Nous demandons donc :

- Une planification des différents moyens de production d'énergie décarbonée sur plus d'une génération, car nous connaissons nos futurs besoins à cette échéance. Il faut donc savoir y répondre.
- L'abrogation des transpositions des directives européennes pour se recentrer à cette maille uniquement sur les interconnexions.
- L'abrogation de la loi de 2006 ouvrant les concessions hydrauliques à la concurrence au profit des acteurs existants : EDF, CNR et SDEM afin que des projets notamment de STEP puissent enfin voir le jour et redonner de l'élan à la filière.
- L'abrogation de la loi n° 2006-701 et ainsi mettre fin à la concurrence absurde, coûteuse et faisant prendre du retard dans le développement de notre secteur. **Les ressources allouées à la concurrence qui ne produit rien pourront ainsi être réallouées dans l'investissement de nouveaux moyens de production ENR et Nucléaire.**



Quant au schéma de production, nous demandons qu'il soit intégré afin de générer une réelle complémentarité de toutes les ressources. Ceci avec la recherche d'une synergie amont aval.

Nos capacités de stockage doivent être développées à renfort d'innovation afin de préserver notre indépendance.

Nous demandons la mise en place d'un statut juridique garantissant un financement déconnecté des agences de notation. L'objectif étant notamment de revenir à un coût raisonné de l'énergie avec des tarifs réglementés connectés au coût de production.

Sur le plan social, nous demandons la fin du dumping généré par la loi Nome, et un statut pour tous répondant aux mêmes normes et exigences sociales.

L'énergie, c'est du temps long, il faut donc planifier et réinvestir massivement dans la filière. Mais il est temps également de redonner de la lisibilité, des garanties et des perspectives à ses salariés.

Pour ces raisons, mesdames et messieurs, les parlementaires, FO Énergie sollicite votre soutien pour la mise en œuvre d'une loi de nationalisation d'EDF. Car l'OPAS en cours n'est en réalité que la continuité de l'opération de démantèlement du groupe initiée et avortée en 2019.



Annexe — panorama de la production d'énergie en France (sources ministère de la Transition écologique)

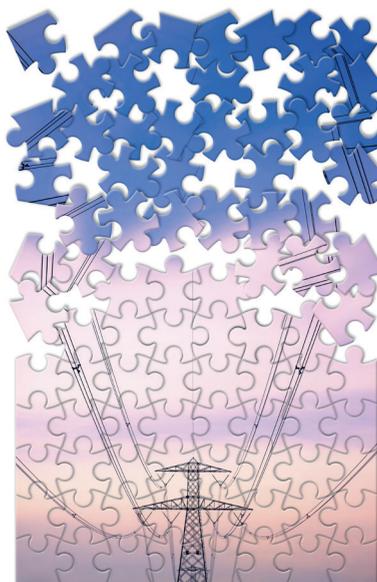
En 2020, avant crise et problèmes CSC, la production nette d'électricité était de 510 TWh/an. Et notre consommation finale était de 424 TWh.

Selon RTE, la consommation estimée en 2050 sera de 645 TWh, car nos usages vont s'électrifier de façon massive. Cette dernière ne fait que croître, car depuis 1990, la consommation finale a augmenté de près de la moitié. Les prévisions les plus importantes se situent sur ces 2 postes :

- Transports = 100 TWh en 2050, contre 15 TWh à ce jour.
- Industries = 180 TWh en 2050, contre 115 TWh.

La dépense d'électricité de l'ensemble des consommateurs s'élève, quant à elle, à 54 Md€ en 2019, en hausse, en euros constants, de 20 % par rapport à 2011 (+ 2,3 % en moyenne annuelle entre 2011 et 2019).

ÉNERGIES	PRODUCTION
NUCLEAIRE	335 TWh
THERMIQUE CLASSIQUE	53 TWh
HYDRAULIQUE	62 TWh
ÉOLIEN	38 TWh
SOLAIRE	13,5 TWh
BIO ENERGIES	8,16 TWh



L'inFO c'est ici !



Suivez-nous !



www.fnem-fo.org



@FOenergie



@FOEnergieetMines



@fo_energie_et_mines

